

*Initiatives ministérielles*

Il était essentiellement conçu pour réduire le rôle du gouvernement lors des négociations entre les syndicats, les groupes de citoyens et les compagnies. L'affaiblissement systématique du pouvoir de la province et la création systématique d'une dette et d'un déficit énormes, sous le gouvernement Bennett, ont réduit les options de la province en matière de prise de décisions, la laissant très peu capable d'aider sa population, de créer de nouveaux programmes, de créer des emplois et des débouchés pour les habitants de la Colombie-Britannique.

L'objectif du Crédit social, qui était essentiellement une coalition de libéraux et de conservateurs, consistait à affaiblir le gouvernement à tel point qu'il ne représenterait plus une menace pour le secteur privé. Il y est très bien parvenu.

La tâche du gouvernement de Mike Harcourt en Colombie-Britannique consiste justement à rendre sa santé financière à la province afin qu'elle puisse continuer d'offrir le genre de programmes qu'elle est tenue de fournir à la population, et créer les nouveaux programmes que demandent les électeurs.

Le même genre de chose s'est produit à Ottawa. Loin de contribuer à réduire la dette et le déficit nationaux, le gouvernement conservateur a, par ses dépenses continues, considérablement alourdi la dette et le déficit, et il a créé des programmes financiers et monétaires qui ont considérablement réduit sa capacité d'aider les Canadiens et de jouer un rôle dans le développement du Canada, dans l'intérêt des Canadiens. Le projet politique mis en place par le gouvernement conservateur dès son arrivée au pouvoir explique pourquoi il est maintenant si obsédé par la question de la dette et du déficit.

• (1345)

Statistique Canada a fourni aux députés un outil d'information précieux, sous la forme d'une étude effectuée il y a quelque temps. Le gouvernement a tout d'abord tenté d'empêcher la publication de l'étude, qui analysait les causes de la dette nationale.

L'étude a révélé que 55 p. 100 de cette dette étaient attribuables à des allègements fiscaux accordés aux riches et aux grandes entreprises. Ces allègements ont été accordés aux Canadiens les mieux nantis et non pas à la classe moyenne ou aux personnes à faible revenu. Selon l'étude de Statistique Canada, les allègements fiscaux ont été accordés aux Canadiens les plus riches, ceux qui devraient supporter leur juste part du fardeau fiscal.

De plus, ces allègements ont été consentis à des entreprises importantes et rentables, qui auraient dû contri-

buer aux recettes fiscales dans l'intérêt de la population canadienne. Selon Statistique Canada, ces allègements accordés par les gouvernements libéraux et conservateurs successifs ont permis à bien au-delà de 100 000 entreprises rentables de ne payer aucun impôt pendant de nombreuses années.

Selon Statistique Canada, cette politique est responsable de 55 p. 100 de la dette avec laquelle le Canada est actuellement aux prises.

Toujours selon les résultats de l'étude, 40 p. 100 de la dette seraient imputables à la politique de taux d'intérêt élevés pratiquée par les deux partis politiques, qui semblent agir de la même façon une fois qu'ils sont au pouvoir. Quand ils sont dans l'opposition, les libéraux tiennent le même discours que les néo-démocrates. Ils agissent comme des conservateurs lorsqu'ils sont au pouvoir. Les conservateurs parlent comme des conservateurs lorsqu'ils sont dans l'opposition et agissent comme des conservateurs lorsqu'ils forment le gouvernement.

Peu importe que le gouvernement soit libéral ou conservateur, le pays retrouve toujours la même idéologie politique au pouvoir étant donné que ces partis sont tous deux commandités par la grande entreprise.

Selon une étude de Statistique Canada, la politique des taux d'intérêt élevés, pratiquée par les libéraux tout autant que par les conservateurs lorsqu'ils sont au pouvoir, est à l'origine d'environ 40 p. 100 de la dette canadienne.

Je suis toujours stupéfait lorsque le premier ministre parle des taux d'intérêt en vigueur au moment de la défaite des libéraux, lorsqu'il parle des taux de chômage de cette époque et de tous les problèmes auxquels nous faisons face lorsque les libéraux ont quitté le pouvoir. Il répond aux critiques des libéraux qui accusent son gouvernement de faire exactement la même chose.

La politique de ces deux partis à l'égard des taux d'intérêt est responsable d'environ 40 p. 100 de la dette accumulée jusqu'à maintenant au Canada et pour laquelle le Canada et le Parlement doivent trouver une solution.

Statistique Canada a aussi fait remarqué que 6 p. 100 de la dette est attribuable aux dépassements de coûts des programmes. Et que fait le présent gouvernement à ce sujet? Accepte-t-il de s'attaquer aux 50 p. 100 qui causent vraiment le problème, aux allègements fiscaux accordés aux riches, aux puissants et aux grandes sociétés, et qui selon Statistique Canada sont à l'origine de 55 p. 100 du problème de la dette? Non. En fait, il augmente le